



La Gazette du Réseau FAR – Juillet, Août, septembre, octobre 2018

SOMMAIRE

A LA UNE

A la Une

Actualités du Réseau FAR

Actualités des pays membres et plateformes

A lire, à voir

Actualités

A l'Agenda International

Offres d'emploi et opportunités

Le réseau FAR organise son séminaire international en Côte d'Ivoire les 20 et 21 novembre prochains

Pour cette édition 2018, le réseau international FAR a souhaité coupler son Assemblée générale annuelle à un événement de grande ampleur, un séminaire international autour d'un sujet structurant, celui du « **Rôle et place de la SNFAR dans la rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale** ».

En raison des dynamiques de rénovation de la formation agricole et rurale en République de Côte d'Ivoire, le réseau international FAR fait le choix de réunir les professionnels de la FAR et partenaires techniques et financiers autour de son séminaire international les 20, 21 et d'organiser son Assemblée Générale dans la continuité le 22 novembre à l'Hôtel Azalaï d'Abidjan. Ce séminaire multi-actes et pluridisciplinaire permet de revenir sur les différentes expériences et stades d'avancement des pays ayant mené une réflexion et une opérationnalisation de leur SNFAR. Ce séminaire appellera les pays membres à une réflexivité sur leurs actions, afin de partager leurs expériences et en présenter les principaux déterminants.

L'objectif principal de ce séminaire est de renforcer par l'échange et le partage d'expériences, la réflexion stratégique sur la place et le rôle de la SNFAR dans la rénovation d'un dispositif de formation agricole et rural. Il doit permettre de proposer des pistes de réflexion et d'actions stratégiques dans les différents pays, en fonction de l'état d'avancement de leur SNFAR. Il sera question de mettre en exergue l'ancrage de la SNFAR au sein des politiques agricoles et de décentralisation des territoires, en cohérence avec toutes les parties prenantes, et en adéquation avec la demande économique et sociale.

Les objectifs spécifiques du séminaire visent à :

- construire un langage commun sur les démarches et outils mobilisés dans le processus de SNFAR. Il sera question de partager les expériences des pays membres en se basant sur les points de réussites et les difficultés rencontrées, et de formuler des recommandations sur le processus d'élaboration de la SNFAR ;
- expliciter les différents moyens mis en œuvre pour réussir le décloisonnement interministériel, mobiliser les acteurs et animer le processus d'élaboration de la SNFAR, à partir d'expériences vécues ;
- développer une réflexion sur les liens et synergies entre les dispositifs de formation agricole et rurale et les dispositifs d'appui-conseil.

↓ La note conceptuelle et le programme [sont disponibles ICI](#).

Toutes les présentations et comptes rendus seront disponibles sur le site internet du réseau FAR www.reseau-far.com

L'équipe du Secrétariat exécutif du réseau FAR

ACTUALITÉS DU RÉSEAU INTERNATIONAL FAR

Réalisation d'une mission de pré-diagnostic de la FAR au Mali

Hassan Quarouch, chargé de mission appui pays, Khadre Fall, animateur régional et Amadou Cheick Traore, de la Direction Nationale d'Agriculture (DNA) du Mali ont effectué du 18 au 23 juin dernier une mission conjointe pour la réalisation d'un pré-diagnostic de la formation agricole et rurale (FAR) au Mali.

Cette mission a été préparée suite à l'Assemblée Générale du réseau FAR tenue à Conakry en 2017, au cours de laquelle les personnes-ressources du Mali ont sollicité l'appui du réseau pour la mise en œuvre de leur plateforme nationale de formation agricole et rurale. Pour répondre à celle-ci, le secrétariat exécutif du réseau FAR a engagé une mission de diagnostic national de la FAR dans le pays. Cette mission a préfiguré la tenue d'un atelier national destiné à partager le diagnostic et d'inaugurer le processus de construction d'une plateforme nationale réunissant l'ensemble des acteurs de la FAR dans le pays (voir article suivant). Cette mission avait pour objectifs :

- D'analyser la documentation et la bibliographie sur la FAR au Mali ;
- De mener des entretiens avec les acteurs de la FAR pour en dégager une analyse des enjeux et défis de l'agriculture, identifier les métiers et besoins en compétences du secteur agricole, réaliser l'inventaire exhaustif des différentes formations agricoles et rurales du pays, dégager les forces et faiblesses, les opportunités et les menaces du dispositif ;
- De visiter un ou deux centres de formation agricole et rurale ;
- De mener une réunion de restitution pour partager les conclusions avec les acteurs de la FAR au Mali.

Cette mission a atteint ses objectifs dans la mesure où plus de 40 acteurs des différentes institutions qui portent la formation agricole et rurale ont été interviewés. Cette mission a aussi permis d'engager un dialogue interministériel entre les parties prenantes.

↓ Le rapport de mission est disponible sur le site du réseau FAR en [CLIQUANT ICI](#)

Les enjeux de la FAR au Mali étudiés par trois consultants

[L'Agence Française de Développement \(AFD\)](#) a manifesté son intérêt pour la mission réalisée par Hassan Quarouch et Abdou Khadre Fall. Elle a sollicité l'appui du [réseau international FAR](#) pour réaliser une étude complémentaire pour l'instruction de la phase 2 de son projet ACEFOR (Améliorer la Compétitivité des Entreprises par la Formation Professionnelle). Cette étude, à visée opérationnelle, fait le lien avec la mission de pré-diagnostic de la FAR au Mali et celle pour l'instruction du projet ACEFOR. Elle permet de proposer des actions ciblées et innovantes qui seront expérimentées au travers du projet ACEFOR 2.

Trois consultants ont été identifiés par le réseau international FAR pour porter un regard sur les enjeux de la formation agricole et rurale au Mali, en instruction de la seconde phase du projet ACEFOR. Ainsi Emmanuel Aseh Vitung (responsable du volet insertion du [programme PCP-AFOP au Cameroun](#)), Guillaume Gillet ([ENSFEA](#) et [Montpellier SupAgro](#)) et Christophe Lesueur ([service DEFIS, Montpellier Supagro](#)) ont réalisé une étude qui a été restituée le 28 septembre 2018 à Bamako devant une trentaine de participants.

L'étude qu'ils ont réalisée met en évidence qu'environ 443.000 jeunes maliens par an arrivent à 19 ans sur le marché de l'emploi, sans qualification professionnelle. 60% d'entre eux sont analphabètes et 80% sont ruraux. Face à cette cohorte, les dispositifs existants et les projets du ministère en charge de la formation professionnelle (projets de formation et/ ou insertion ...) ne prennent en charge qu'environ 20.000 jeunes par an.

Pourtant de nombreux dispositifs de formation/insertion sont expérimentés et proposent des approches qui pourraient convenir à la diversité des publics jeunes ruraux notamment.

L'étude formule des propositions en insistant sur les enjeux de la massification des formations. Elle propose que le projet ACEFOR se repose sur des expérimentations de dispositifs de formation "à la limite du conseil" qui, avec des moyens limités, permettent à des jeunes d'accéder à des compétences leur permettant d'innover dans le cadre de l'exploitation agricole familiale.

Étude des dynamiques des dispositifs de FAR au Togo et au Bénin

Florette Rengard, chargée de mission au sein du réseau international FAR, s'est rendue au Togo et au Bénin du 3 au 12 Juillet dernier. Cette double mission fut menée conjointement avec Jacques Ayite, chef de section au sein de la Direction de la formation, de la diffusion des techniques et des organisations professionnelles agricoles ([DFD TOPA](#)) au sein du Ministère de l'Agriculture du Togo (MAEP) et animateur régional au sein du réseau FAR, et Ny Ando Rakotomampionona, en stage de fin d'études pour l'AFD-réseau FAR.

Etude des dynamiques en cours en matière de FAR et atelier multi-acteurs



Figure 1 : Visite de l'exploitation d'un ancien étudiant du centre de formation OIC international de Notsé

Pour la partie Togo, la mission de Florette Rengard s'insère dans le cadre d'une étude plus large financée par le réseau FAR et l'Agence Française de Développement (AFD) autour de la conception de la future note d'orientation de l'AFD pour le développement de la formation agricole et rurale. Le stage de Ny Ando Rakotomampionona participe à ce travail (voir article sur le sujet). Les objectifs de la mission étaient donc de fournir un appui méthodologique dans le cadre de l'étude en cours et de faire le point sur les dynamiques du pays en matière de dispositifs de formation agricole et rurale (gouvernance et jeux d'acteurs, dynamiques des projets en cours, besoins exprimés etc.).

La grande diversité des acteurs rencontrés (directeurs de centres de formation, bailleurs, employés des ministères, structures d'appui à l'installation, jeunes etc.) a permis d'affiner l'analyse des besoins et de confronter les premiers résultats du stage, autour notamment d'un atelier multi-acteurs organisé le 5 juillet au sein du Ministère de l'Agriculture. Celui-ci a rassemblé différentes parties prenantes impliquées dans la rénovation du dispositif de rénovation de la FAR du Togo, dont des directeurs de centres de formation membres de l'Association Professionnelle des Centres de Formation Agricole et Rurale (APCFAR).

Florette Rengard tient à remercier tous les acteurs togolais rencontrés, pour la pertinence des échanges et leur grande disponibilité.

↓ Pour accéder au rapport de mission du Togo, [CLIQUEZ ICI](#).

Mission exploratoire et pré-diagnostic du dispositif de FAR au Bénin

La mission de Florette Rengard, Jacques Ayite et Ny Ando Rakotomampionona débutée au Togo, s'est poursuivie au Bénin du 9 au 12 Juillet. Cette mission «exploratoire» avait pour objectifs de faire un diagnostic du dispositif de formation agricole et rurale dans le pays et de recueillir les besoins des acteurs, afin d'esquisser un futur appui de la part du réseau international FAR. Marcelin Hylé, récemment recruté comme Secrétaire Technique Permanent du Cadre National de Concertation

pour la Promotion de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (CNCP-EFTP) du Bénin et Ismaïl Moumouni, enseignant à l'Université de Parakou ont accompagné Florette Rengard, Jacques Ayite et Ny Ando Rakotomampionona dans la préparation et la réalisation de leur mission. Les échanges au sein des ministères, avec les directeurs de centres de formation, responsables de coopératives agricoles et partenaires techniques et financiers ont permis d'échanger autour des futurs appuis que pourra fournir le réseau international dans le pays.

Le second enjeu de cette mission était d'élaborer un carnet d'adresses des acteurs de la formation agricole et rurale rencontrés dans le pays. Ces contacts constitueront des personnes ressources dans le pays, mobilisables dans le futur pour définir les actions d'appui qui pourront être mises en place par les acteurs béninois.

Florette Rengard, Jacques Ayite et Ny Ando Rakotomampionona tiennent à remercier tous les acteurs togolais et béninois rencontrés, pour la pertinence des échanges et leur grande disponibilité. Le rapport de mission du Bénin sera bientôt disponible sur le site internet du réseau FAR.



Figure 2 : Rencontre avec Dr. Teddy Kossougbeto, Directeur du collège privé d'enseignement Technique Agricole CPETAKI et Président de la coopérative agricole Koberside

Dernière ligne droite pour les deux stages de fin d'études

En avril 2018, le réseau international FAR lançait deux stages de fin d'études d'étudiants en cursus MOQUAS (Marchés, Organisations, Qualité, Services dans les agricultures du Sud) à l'Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro. Pendant six mois, le réseau FAR a financé et encadré ces deux stages, aux sujets et contextes bien différents. Où en sont les deux étudiants aujourd'hui ? Quels sont leurs témoignages avant leurs soutenances respectives ?



Rétrospective sur le stage réseau FAR-AFD réalisé par Ny Ando Rakotomampionona

Depuis début avril, Ny Ando Rakotomampionona réalise son stage de fin d'études pour le réseau FAR et l'AFD autour de la « Conception de la future note d'orientation de l'AFD en matière de formation agricole et rurale ».

Les premiers mois, elle s'est immergée au siège de l'AFD à Paris pour une phase bibliographique autour d'un état des lieux des projets à dimension « FAR » soutenus par l'AFD. Début Juin, Ny Ando s'est rendue au Togo afin de comprendre les étapes du processus de rénovation du dispositif de formation agricole et rurale dans le pays. Cette phase de terrain de deux mois et demi lui a permis de confronter les différentes hypothèses qu'elle avait formulées en phase prospective. Accompagnée et encadrée par Jacques Ayite, animateur régional du réseau FAR (zone Bénin, Burkina Faso, Niger et Togo), Ny Ando Rakotomampionona a eu l'opportunité de rencontrer une grande diversité d'acteurs afin d'échanger sur le dispositif de FAR dans le pays : Ministères et Agences publiques, centres de formation publics et privés, jeunes, ONG, partenaires techniques et financiers etc. Ny Ando Rakotomampionona, Jacques Ayite et Florette Rengard, chargée de mission au sein du réseau

international FAR qui effectuait une mission d'appui au stage, se sont rendus ensuite au Bénin pendant quelques jours (voir article sur le sujet). Cette mission visait à rencontrer les personnes-ressources impliquées dans le dispositif de formation agricole et rurale béninois, et de recueillir leurs besoins, pour préfigurer un futur appui au pays.

A son retour et après un gros travail d'analyse de tous les entretiens menés, Ny Ando a présenté une partie de ses travaux au siège de l'AFD devant Khalid Belarbi, Secrétaire exécutif du réseau FAR, Flavien Anno, responsable équipe projet au sein de la division éducation (EDU) de l'AFD ainsi que d'autres chefs de projet. Sa restitution a été très appréciée par tous les participants. Le 5 novembre, Ny Ando a réalisé sa soutenance de fin d'études à Montpellier et a ainsi obtenu son diplôme d'ingénieur. Nous lui souhaitons toutes nos félicitations. A cette occasion, elle revient sur ses 6 mois de stage et nous [livre son témoignage : pour le lire, CLIQUEZ ICI.](#)

Durant ces six derniers mois, Ny Ando a réalisé un travail de grande qualité, et développé des outils forts utiles pour tous ceux qui s'intéressent à la formation agricole et rurale en Afrique.

↓ L'intégralité des ressources produites durant ces six mois de travail sont disponibles sur [le site internet du réseau FAR EN CLIQUANT ICI](#)



Figure 3 : Ny Ando durant sa présentation à l'Agence Française de Développement - Septembre 2018

Le réseau FAR tient à remercier chaleureusement toutes les personnes ayant accompagné Ny Ando dans la réalisation de son stage, en France comme au Togo et au Bénin.

Témoignage de Désiré SINAN sur les Centres des Métiers Ruraux (CMR) en Côte d'Ivoire



Désiré SINAN, étudiant en master à l'IRC de Montpellier SupAgro, a débuté son stage de fin d'études en avril et a travaillé sur les Centres des Métiers Ruraux (CMR)

durant six mois en Côte d'Ivoire. En phase de finalisation de son mémoire et de préparation de sa soutenance de fin d'études, il nous livre son expérience :

« Cette année, j'ai eu l'opportunité de réaliser mon stage de fin d'études avec le réseau international FAR et le réseau FAR ivoirien (FAR-CI). J'ai travaillé sur le diagnostic des dispositifs de formation agricole et rurale de masse, plus particulièrement sur l'expérience de la Côte d'Ivoire dans ce domaine, au travers des Centres de Métiers Ruraux (CMR). Les CMR constituent un dispositif de formation agricole et rurale mis en place depuis les années 90 avec pour objectifs de trouver un système de formation agricole adapté au contexte du milieu rural, capable de prendre en compte la cohorte de jeunes exclue du système de formation classique, tout en étant moins lourd pour l'Etat (en terme de coûts).

Cette étude avait pour but d'alimenter la réflexion du réseau FAR et de l'Agence Française de Développement sur les enjeux de la formation de masse et les difficultés des dispositifs FAR par rapport à cette initiative. Les investigations menées au siège central des CMR et dans quelques zones d'implantation à l'intérieur du pays (zones Sud, Nord, Est et Ouest du pays) ont permis de tirer quelques enseignements : (i) la réussite de la FAR de masse passerait par un fort engagement de l'Etat qui devrait percevoir la FAR comme tout autre dispositif de formation classique et y engager les moyens nécessaires à sa mise en

œuvre de façon permanente ; (ii) le processus de transformation des individus traduisant l'approche CMR est complexe et toutes initiatives menées dans ce sens demandent du temps, des ressources financières importantes et un engagement permanent des ruraux ; (iii) la cohésion sociale et un climat de paix au sein du pays sont des éléments nécessaires à l'aboutissement d'une telle initiative.

Ce stage a été pour moi une expérience nouvelle et enrichissante. Il m'a permis d'une part, de me confronter à un nouvel environnement d'acteurs, à une thématique d'actualité en Côte d'Ivoire et en Afrique en général, et de développer davantage mes compétences professionnelles. »

Nous remercions toutes les personnes ayant appuyé Désiré dans la réalisation de son stage.

Une mission d'élaboration du plan stratégique du réseau FARSEN à Thiès au Sénégal



Figure 4 : Les acteurs du FARSEN réunis à l'atelier d'élaboration du plan stratégique 2019-2024, à Thiès fin juillet 2018.

Hassan Quarouch, chargé d'appui pays du réseau international FAR s'est rendu à Thiès au Sénégal du 25 au 31 Juillet 2018 pour assister à l'atelier d'élaboration du Plan Stratégique du réseau FAR du Sénégal (FARSEN). Tout au long de sa mission, il a travaillé avec Abdou Khadre Fall, animateur régional du réseau FAR.

Dans le cadre de son évolution, le réseau FARSEN élabore son plan stratégique afin de travailler à la redéfinition de sa mission et des principes qui vont guider son action. L'initiative du réseau FARSEN arrive dans un contexte international favorable à la formation agricole et rurale. Au regard de l'avancée du Sénégal dans la rénovation de son dispositif national de FAR, de sa spécificité, de ses initiatives et de ses acquis positifs, ce contexte invite le réseau FARSEN à se doter d'un plan stratégique ambitieux. Il se doit de faire au préalable un point sur lui-même dans l'objectif de consolider sa légitimité nationale, en fédérant les acteurs de la FAR autour de ses missions, d'avoir une légitimité politique à l'échelle de la nation, d'organiser son lobbying et son plaidoyer dans les institutions nationales. La mission avait pour objectifs les points suivants :

- S'assurer de l'adéquation et de la cohérence des travaux de l'atelier avec les axes et le plan stratégique du réseau international FAR ;
- Faire le bilan des activités et du déroulement de l'atelier du réseau FARSEN ;
- Faire un état exhaustif des *output* de l'atelier : SWOT, ambitions, visions, perspectives, etc. ;
- Informer les membres du bureau sur les perspectives RIFAR et le renforcement de l'articulation institutionnel des plateformes nationales et de leur organisation en cours de réflexion ;
- Encourager l'ouverture du réseau vers une pluralité d'acteurs de la FAR pour que celle-ci soit représentative des initiatives nationales dans leurs diversités ;
- S'assurer de l'exécution financière et technique de l'atelier ;

- Visiter des centres de formation agricole (professionnelle, technique et supérieur) ;
- Rencontrer des acteurs de la FAR au-delà du cercle de l'atelier.

Aussi, la mission au Sénégal donne l'opportunité au chargé de mission de découvrir le dispositif sénégalais. La visite de centres de formation et la rencontre avec les acteurs de la FAR ont aussi permis d'approfondir les échanges avec les membres du réseau FARSEN.

↓ Pour lire le rapport de cette mission, [CLIQUEZ ICI](#)

Tenue de l'atelier de validation du Plan Stratégique de la plateforme nationale de formation agricole et rurale (FARSEN) au Sénégal



À la suite de l'atelier d'élaboration de son plan stratégique tenu du 27 au 29 juillet 2018 à Thiès, le Réseau

FARSEN (Formation Agricole et Rurale Sénégal) a organisé la réunion de validation du Plan Stratégique le mercredi 10 octobre 2018 à Dakar. L'atelier de validation qui a vu la participation du Président M. Pierre Blaise ANGO et du Secrétaire Exécutif Khalid BELARBI du réseau international Formation Agricole et Rurale, a enregistré la présence d'une trentaine de participants venants de divers horizons de la FAR (Ministères, associations professionnelles, partenaires techniques et financiers, centres de formation, écoles et universités).



Figure 5 : Atelier de validation du plan stratégique du FARSEN- De gauche à droite : Mamadou M. MBAYE, membre du Comité de Pilotage de FARSEN, K. BELARBI, Secrétaire exécutif du réseau FAR, P.B. ANGO, Président du réseau FAR et A. FAYE, Président FARSEN

Après la présentation du plan stratégique qui comporte trois axes principaux, les participants se sont accordés sur la nécessité de renforcer et d'élargir les axes stratégiques, en regroupant les valeurs et en se dotant d'un plan d'actions adossé à une vision claire de la FAR. Ce dernier a été constitué en tenant compte du contexte de l'agriculture et de la formation agricole et rurale. La finalisation du document devra se faire avec les organes du FARSEN, afin d'avoir un plan stratégique pour la prochaine Assemblée générale prévue en fin octobre 2018 à Dakar.

Des nouvelles du master international en ingénierie de formation agricole et rural

Fort des résultats de l'étude de faisabilité, commanditée en février 2018, et sur la base des travaux menés antérieurement par le secrétariat exécutif, le président du réseau FAR P-B. ANGO et le secrétaire exécutif K. BELARBI ont poursuivi la réflexion avec les institutions de formation du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, afin d'opérationnaliser les axes identifiés, et co-construire une offre de formation de niveau master professionnel en ingénierie de formation dans le domaine agricole et rural.



Figure 6 : Rencontre avec les responsables de l'IPNETP

Ce projet, très attendu par les pays membres, programmé dans le cadre de la deuxième phase du projet Adex FAR 2, vise à construire un Master International en ingénierie de formation et pédagogique en partenariat. Ce Master s'adressera à des titulaires de master 1, des ingénieurs se spécialisant ainsi qu'à des personnes dont l'admission à la formation a été prononcée à travers un processus de Validation d'accès ou de Validation des Acquis Professionnels (VAP) conformément aux textes en vigueur dans le ou les pays d'accueil. Les formés seront en majorité en activité et devront être immédiatement opérationnels après la formation. Le titulaire de master en ingénierie de formation doit être capable de :

- Concevoir et mettre en place des programmes et projets de formation agricole et rurale ;
- Former et évaluer des acteurs du monde agricole et rural ;
- Piloter des dispositifs de formation ;
- Suivre l'évolution des dispositifs de formation.

L'objectif principal sera de renforcer les capacités des formateurs et des responsables de centres de formation agricoles pour répondre aux enjeux de « la formation de masse ». Le cursus sera adossé à 6 modules de formation, capitalisables et alternant avec des périodes de mise en pratique. Les modules envisagés visent les domaines suivants :

- Ingénierie pédagogique ;

- Ingénierie de la formation pour la formation initiale ;
- Ingénierie de la formation pour la formation continue des acteurs en activité ;
- Pilotage des dispositifs de formation ;
- Économie de la formation ;
- Recherche-Action en sciences de l'éducation.

Les modules de formation s'appuieront largement sur des ressources numériques en FOAD et seront mis en œuvre au Sénégal, pour la partie présentielle.

La mission s'est déroulée du 8 au 18 octobre à Dakar et Abidjan. Elle fut fructueuse. Les partenaires identifiés, notamment l'ENSETP (École Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel) de l'UCAD (Université Cheikh Anta Diop), qui mène des formations similaires, est très intéressée par une collaboration avec le réseau FAR et [Montpellier SupAgro](#). Une session de travail est prévue en février à Dakar pour finaliser le projet, et pouvoir ainsi envisager l'ouverture de ce cursus en octobre 2019.

Rencontre des acteurs ivoiriens de la FAR et préparation du séminaire international du réseau FAR.

Du 15 au 18 octobre, P.B. ANGO, Président du réseau FAR, et K. BELARBI, Secrétaire exécutif, se sont rendus à Abidjan pour rencontrer les principaux acteurs du dispositif de la formation agricole et rurale, poursuivre la réflexion sur la construction du master international en ingénierie de la formation, et pour préparer la rencontre internationale du réseau FAR, qui aura lieu à Abidjan les 20 et 21 novembre.

Dans ce cadre, de nombreux échanges et rencontres ont eu lieu avec les principaux acteurs du dispositif ivoirien. Il s'agit des

membres du FARCI (réseau FAR Côte d'Ivoire), les responsables et cadres de l'INFPA du ministère de l'agriculture (Institut national de formation professionnelle agricole), les responsables et enseignants de l'IPNETP (Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel) et les responsables et inspecteurs généraux en charge de l'enseignement technique et professionnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement et de la formation professionnelle.



Figure 7 : Rencontre avec les membres du réseau FAR de Côte d'Ivoire (FARCI)

ACTUALITÉS DES PAYS MEMBRES ET PLATEFORMES

BURKINA FASO : vers une implication du monde professionnel dans la formation des producteurs

La valorisation du capital humain constitue une priorité pour les autorités du Burkina Faso. C'est dans cette perspective que le gouvernement a adopté le 23 juillet 2008 la Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Technique et Professionnelle (PN/EFTP). Cette politique a pour finalité « d'élever le niveau de connaissances et de compétences de la population active et, plus

particulièrement des jeunes, pour favoriser leur insertion dans les emplois d'aujourd'hui et les métiers porteurs de demain, afin de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté ». C'est dans ce cadre que le Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH) a entrepris, en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (MJFIP) et avec l'appui technique et financier du projet d'appui à l'éducation et à la formation technique et professionnelle agricole (EFTPA/PDDAA/NEPAD/GIZ), l'élaboration d'un programme de formation au Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) en agronomie, option fermier agricole.

Le programme de formation au CQP en agronomie, option fermier agricole, élaboré selon l'ingénierie de l'Approche Par Compétence (APC) exige une formation par alternance de l'apprenant. En effet, la formation en milieu professionnel permet à l'apprenant de se familiariser avec le monde du travail et constitue une expérience pratique et une immersion dans son environnement professionnel.

C'est dans ce cadre, que le Ministère de l'Agriculture en collaboration avec les centres de formation professionnelle et avec l'appui technique et financier du projet d'appui à l'éducation et la formation professionnelle (EFTPA/PDDAA/NEPAD/GIZ) a organisé un atelier du 17 au 21 juillet 2018. Cet atelier a porté sur l'élaboration d'un guide pratique pour la formation des apprenants des centres de formation professionnelle agricole non formelle en milieu professionnel.

Les travaux de l'atelier ont abouti à l'élaboration et la validation d'un guide pratique pour la formation des apprenants des centres de formation professionnelle agricole non formelle en milieu professionnel. Ce guide est composé d'une fiche de suivi des stagiaires en milieu professionnel ; d'une fiche de

capitalisation de la formation en milieu professionnel; d'une fiche d'évaluation du stagiaire; d'une convention de partenariat entre la structure de formation et l'OPA/entreprises agricoles. Le guide sert à la fois de document d'organisation, de préparation, d'accompagnement et d'évaluation du stage professionnel. Il renseigne sur (i) les principaux acteurs de l'organisation et de la gestion des stages en entreprises des futurs entrepreneurs; (ii) les responsabilités desdits acteurs le long du processus; et (iii) les outils et la répartition des activités avant, pendant et après le stage en entreprise.

Ousmane KABORE
 Directeur des écoles et centres de formation du
 Ministère de l'Agriculture du Burkina Faso
 Secrétaire du Réseau FAR
 wenkabo@yahoo.fr

CAMEROUN : le pays se dote d'une loi régissant la formation professionnelle

Le Président de la République du Cameroun, Paul Biya, a promulgué le 11 juillet 2018 une loi qui fixe le cadre juridique général et les orientations fondamentales de la formation professionnelle dans le pays. Par cette loi, l'Etat accorde à la formation professionnelle un caractère de priorité nationale et reconnaît le concours des partenaires privés à l'offre de formation professionnelle.

Selon les dispositions de l'article 5, cette loi encourage et développe :

- Un système de formation professionnelle qui permet aux individus de s'épanouir sur les plans professionnel et personnel. Elle permet aussi aux jeunes de s'intégrer dans la société, en particulier dans le monde du travail, tout en les rendant aptes et disposés à faire preuve de flexibilité professionnelle;
- Un système de formation qui serve la compétitivité des entreprises, l'égalité des

chances de formation sur le plan social et l'égalité entre les sexes.

Aussi, la loi reconnaît la formation professionnelle dans ses différentes formes (initiale, continue, l'apprentissage, la formation à distance) et la modalité de la formation par alternance. Le financement de la formation professionnelle prévoit d'être assuré par l'Etat, en partenariat avec les autres acteurs au rang desquels les collectivités territoriales décentralisées. Il est important de signaler que tous les acquis de la rénovation conduite par le programme PCP-AFOP ont été pris en compte dans cette loi. Cela augure de bons auspices à la stratégie nationale de formation et d'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral, qui constitue l'un des chantiers importants pour cette troisième phase du programme PCP-AFOP. Cette loi traduit la volonté des pouvoirs publics du Cameroun de faire de la formation professionnelle un levier important de création d'emploi et de formation du capital humain nécessaire à la compétitivité des entreprises.



Figure 8: Des jeunes en fin de formation atant reçu du Ministre de l'Agriculture des chèques pour leur installation agricole

Zacharie KUEDA
 Responsable capitalisation et plaidoyer AFOP
 Animateur régional réseau international FAR
 (Cameroun, Tchad, RCA et Madagascar)
 kueda_zacharie@yahoo.fr

CAMEROUN : Cérémonie officielle de lancement de la troisième phase de Consolidation et de Pérennisation du programme AFOP



Figure 9 : Signature de l'accord-cadre entre le Ministre de l'Agriculture et l'Ambassadeur de France au Cameroun

Le 26 octobre 2018, s'est tenue à Yaoundé au palais des congrès, la cérémonie de lancement de la troisième phase du programme PCP-AFOP (Programme de Consolidation et de Pérennisation de l'Appui à la Formation Professionnelle (PCP-AFOP)). Cette cérémonie était présidée par le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Monsieur AYISSI EYEBE. Pour la circonstance, il était accompagné par cinq autres membres du Gouvernement :

- Le Ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales ;
- Le Ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle ;
- Le Ministre des Enseignements secondaires ;
- Le Ministre de l'Éducation de base ;
- Le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement rural

Cette cérémonie était également rehaussée par la présence de l'Ambassadeur de France au Cameroun, Monsieur Gilles Thibaut, de

l'Ambassadeur de l'Union européenne au Cameroun, ainsi que du directeur de l'Agence Française de Développement au Cameroun.

Parmi les invités figuraient des acteurs du territoire, des jeunes exploitants agricoles, des maîtres pêcheurs et des entrepreneurs agropastoraux.

Trois temps forts ont marqué cette cérémonie.

- les discours du Coordonnateur du PCP-AFOP (Monsieur Pierre Blaise Ango), du représentant des partenaires locaux, du représentant des jeunes installés, de l'Ambassadeur de France et du Ministre de l'agriculture et du développement rural ;

- la signature de l'accord-cadre entre la France et le Cameroun, portant sur l'enseignement et la formation agropastorale et rurale. La partie française était signée par l'Ambassadeur de France et la partie camerounaise par le Ministre de l'agriculture et du développement rural ;

- la visite des stands où les jeunes insérés ont exposé les produits de leur exploitation.

Le coordonnateur du PCP-AFOP a retracé dans son discours le chemin suivi par les différentes phases du programme et à exposé la raison d'être de celui-ci. Dans ses objectifs, il contribue au renouvellement du capital humain par la formation des jeunes et leur accompagnement à l'installation dans les territoires ruraux. Pour Pierre Blaise Ango, cette troisième phase du programme est capitale car elle permettra de consolider tout ce qui a été fait jusqu'alors et un transfert progressif sera opéré vers les institutions et les territoires.

Les acteurs locaux ont exprimé toute leur gratitude au Gouvernement de la république et ont loué la démarche du programme qui leur a permis d'être réellement impliqué dans toute la vie du programme. Les jeunes ont à

leur tour manifesté leur joie et ont exprimé le besoin d'être accompagnés par les institutions de micro finance pour augmenter la taille de leur exploitation.

L'Ambassadeur de France a soulevé l'excellente relation qui lie la France au Cameroun et a assuré que la France et l'union Européenne seront toujours aux côtés du Cameroun pour permettre d'impulser la formation professionnelle qui débouche sur des emplois décents dans l'agriculture.

Le Ministre de l'Agriculture a quant à lui réitéré le souci du gouvernement de lutter contre le chômage et le sous-emploi, d'impulser l'initiative de formation et d'insertion des jeunes dans le secteur agropastoral.



Figure 10 : Les jeunes, acteurs des territoires autour de membres du Gouvernement

Zacharie KUEDA
Responsable capitalisation et plaidoyer AFOP
Animateur régional réseau international FAR
(Cameroun, Tchad, RCA et Madagascar)
kueda_zacharie@yahoo.fr

SÉNÉGAL: Focus sur les Instituts Supérieurs d'Études Professionnelles (ISEP)

L'ISEP de Matam (situé au Nord-est du Sénégal) a été créé en juin 2016 (par décret N°2016-81). Il entre dans le cadre de la mise en place du Réseau des Instituts Supérieurs d'Enseignement professionnels (RISEP), qui comprend cinq établissements dont celui de Thiès. L'implantation des ISEP entre dans le cadre de la mise en œuvre des décisions présidentielles relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche : l'orientation des formations supérieures vers les sciences, la technologie, les sciences de l'ingénieur les mathématiques et les filières professionnelles (directive 1) ; le renforcement de la carte universitaire pour favoriser l'accès, diversifier l'offre et assurer la qualité de l'enseignement supérieur (directive 7). Les missions de l'ISEP de Matam sont :

- d'offrir une diversité de formations professionnelles (Techniciens supérieurs: Bac +2) qui tiennent compte de la demande des employeurs et des possibilités de création de PMI/PME ;
- de développer des formations de courtes durées (Bac 2) pour toutes les séries scientifiques et littéraires ;
- d'élargir et de démocratiser la carte universitaire nationale et d'ouvrir la formation à tous ceux qui sont titulaires d'un diplôme qui sera admis en équivalence au BAC ;
- d'offrir des possibilités de recyclage aux agents de terrains ;
- de répondre aux attentes des milieux professionnels dans le cadre d'expertise et de renforcer de capacité.

En effet seulement 7% d'étudiants sont inscrits dans les filières professionnelles technologiques au Sénégal. Les cinq filières

agronomiques de démarrage de l'ISEP de Matam sont :

1. Technicien Supérieur en Production de semences et de pépinières ;
2. Technicien Supérieur en Productions horticoles ;
3. Technicien Supérieur en Productions avicoles ;
4. Technicien Supérieur en Production de viande et de lait ;
5. Technicien Supérieur en Machinisme agricole.

Abdou Khadre FALL
Responsable BESS/Rectorat à L'Institut
Supérieur de Formation Agricole et Rurale
Animateur régional (Mali, Guinée,
Côte d'Ivoire, Sénégal)
khadrefall@yahoo.fr

TUNISIE : Préparation d'un voyage d'études entre la Tunisie et le Maroc

[L'Agence de Vulgarisation et de Formation Agricoles](#) (AVFA) de Tunisie a sollicité le réseau international FAR afin de fournir un appui technique et financier dans l'organisation d'un voyage d'études au Maroc prévu dans le premier trimestre 2019.

L'objectif de ce voyage est de découvrir le dispositif de formation agricole et rural marocain ainsi que le système de vulgarisation et de conseil agricole. Celui-ci sera aussi l'occasion d'échanger sur les voies de coopération bilatérale possibles entre les deux pays, notamment sur les dispositifs de FAR et de conseil agricole. Les objectifs spécifiques de ce voyage d'études mentionnés par les cadres de l'AVFA sont :

- Connaître l'expérience marocaine dans le domaine de la vulgarisation et de la modernisation de l'Agriculture (public et privé): organisation institutionnelle, approches innovantes ;
- Connaître l'organisation de l'ONCA à l'échelle centrale, régionale et locale ;

- Avoir une idée sur la stratégie nationale en termes de conseil et de formation professionnelle agricoles ;
- Découvrir les synergies avec les organismes de recherche et les processus de diffusion et d'adoption des innovations techniques ;
- S'informer sur les approches d'encadrement et de vulgarisation autour des filières ;
- S'imprégner des modalités de financement et d'encouragement des services de formation et de conseil agricole,
- Echanger sur les potentielles opportunités de coopération bilatérale et de jumelage avec des structures similaires marocaines

Cinq cadres de l'AVFA sont pour le moment identifiés pour participer à ce voyage d'étude. Les démarches sont actuellement en cours afin d'organiser cet échange.

MADAGASCAR : un collège agricole pour contribuer à faire de Madagascar le « grenier à riz de l'Océan Indien d'ici 2030 »



Figure 11 : Figure 9
Parcelle de maraîchage,
région d'Alaotra

La région Alaotra Mangoro au nord-est de Madagascar est considérée comme le grenier à riz de l'île. Pourtant, malgré la succession de projets de développement, 70% de la population régionale est considérée en situation de pauvreté.

L'organisation paysanne régionale Vifam, membre de Fifata, organisation paysanne faitière, œuvre depuis 2008 pour le développement agricole de la région. Face aux

enjeux à long terme et à l'insuffisance de dispositifs de formation agricole, Vifam a sollicité l'accompagnement de Fifata, de [Fekama - fédération de collèges agricoles, membre du Groupe Fifata](#) - et de [l'agri-agence Fert](#), pour la construction d'un collège agricole dans cette région où le taux net de scolarisation au collège atteint à peine 30%.

Après une année de rencontres avec les acteurs régionaux (autorités, opérateurs de développement, organisations paysannes...), la pertinence et la faisabilité de la création d'un centre de formation professionnelle agricole initiale ont été démontrées. C'est ainsi que s'est ouvert en 2015 le 5^{ème} collège de Fekama sur le site d'une ancienne entreprise d'Etat mis à disposition par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Suite à un fort litige foncier peu après l'ouverture du collège, l'implication des autorités régionales a permis de trouver un autre site titré et borné que le ministère a pu mettre à disposition de Fifata. Entre janvier et octobre 2018, l'essentiel des travaux de construction a pu être fait sur ce nouveau site grâce au soutien financier de partenaires privés internationaux.

Pour Fert et Fekama, l'implication des leaders paysans de Vifam dans la mise en place, la gouvernance et le pilotage du collège sont des facteurs essentiels de sa réussite. Grâce à une formation très pratique en 3 ans, l'ambition de ce collège est de former « une nouvelle génération d'agriculteurs professionnels et acteurs de leur territoire ». Agés de 14 à 20 ans, les 90 élèves en formation chaque année acquièrent non seulement des compétences techniques, mais aussi en montage de projet et gestion d'exploitation. Leur enseignement comprend aussi des modules de citoyenneté, nutrition et de préparation à la prise de responsabilité au sein des organisations paysannes.

Bien que la région soit réputée pour sa production rizicole, la diversification des productions et la restauration de la fertilité des sols sont des enjeux auxquels la formation dispensée au collège compte bien préparer les élèves.



Figure 12 : Inauguration de la stèle

↓ Pour lire le rapport d'activité 2017-2018 de la FeKAMA, [CLIQUEZ ICI](#)

Nadège KIPPEURT
Fert Madagascar
fert.kippeurt@gmail.com

À LIRE, À VOIR

Diagnostic de la FAR au Niger

RAPPORT

 « Etude diagnostique du dispositif de formation agricole et rurale au Niger », Agbenido, M. ; Adamou, M.M. ; réseau international FAR, 105 p.

La présente étude s'inscrit dans l'appui du réseau international FAR et de l'AFD à la rénovation du dispositif de formation agricole et rurale du Niger, dans le cadre du programme ADEX-FAR 2. L'étude a permis de réaliser un état des lieux du dispositif de formation agricole, public et privé du Niger et de proposer un plan d'action visant à améliorer le dispositif FAR du Niger.

↓ Pour consulter le document, [CLIQUEZ ICI](#)

Ressources du stage AFD-Réseau FAR



D'avril à novembre 2018, Ny Ando Rakotomampionona a réalisé son stage de fin d'études (Parcours MOQUAS, Montpellier SupAgro) pour le réseau international FAR et l'[Agence Française de Développement \(AFD\)](#) autour de la « Conception de la future note d'orientation de l'AFD en matière de formation agricole et rurale ». Le site du réseau FAR vient de publier toutes les productions conçues durant six mois de travail. A destination des professionnels de la FAR dans les pays membres et des partenaires techniques et financiers, ces outils ont été pensés pour être opérationnels sur le terrain (fiches techniques de projets, grilles d'analyse de rénovation d'un dispositif de FAR etc.).

↓ Pour consulter toutes les ressources produites, [CLIQUEZ ICI](#)

Dispositifs d'insertion et d'installation agricoles

RAPPORT



« Étude de capitalisation sur les dispositifs d'insertion et d'installation agricole des jeunes en milieu rural en Afrique », IRAM, réseau FAR, 2018, 110 p.

Ce rapport présente les résultats de l'étude réalisée par l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (IRAM) pour le compte du réseau international Formation Agricole et Rurale (FAR) : « Les dispositifs d'insertion des jeunes ruraux en Afrique ». L'étude s'est déroulée de novembre 2017 à avril 2018 et a été structurée en trois phases avec, pour chacune d'elle, l'élaboration d'un ou plusieurs livrables. Sur la base des pratiques et des

interventions analysées dans le cadre du travail de revue bibliographique et des études de cas, et des leçons qui en ont été tirées, des leviers d'interventions et des modes opératoires ont été dégagés en tenant compte de leurs forces et faiblesses.

↓ Pour lire cette étude, [CLIQUEZ ICI](#)

Dynamiques en cours en Côte d'Ivoire

PAPIER DE RECHERCHE



« Les collèges de proximité en Côte d'Ivoire au prisme de l'approche par les capacités », AFD, Septembre 2018, 58 p.

Cet article situe l'avènement des collèges de proximité en Côte d'Ivoire dans le contexte historique de massification du secondaire et analyse le climat d'apprentissage selon l'approche par les capacités d'Amartya Sen. Il propose tout d'abord une analyse historique et critique de la massification des Écoles et l'avènement des collèges de proximité en Côte d'Ivoire en lien avec l'évolution des politiques éducatives depuis les années 60 jusqu'à nos jours. Il s'attarde ensuite à reconstituer l'évolution des contextes sur l'accès à l'éducation, les inégalités et disparités, et le niveau d'acquisition du capital humain. Il présente enfin les perceptions des différents acteurs et la capacité des contextes internes et environnementaux de formation à soutenir le processus d'apprentissage et de formation dans les collèges en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays. Les résultats montrent que, les collèges de proximité offrent un bon cadre d'apprentissage des élèves dans sa conception (plan type, esthétique des bâtiments, accès facile au collège, etc.). Parents d'élèves et élèves ont une perception positive de ces collèges, particulièrement de leur proximité. Cependant, ces collèges présentent quelques limites dans leur fonctionnement. Il importe d'entretenir la communication pour une vision

partagée de l'esprit de cette réforme. Ce qui permettra d'améliorer les conditions d'apprentissage et de réussite des élèves.

↓ Pour lire le papier, [CLIQUEZ ICI](#)

OUVRAGE



Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant, Afrique Contemporaine, N° 263-264, 2017/3, 426 pages.



Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? Par ce titre, ce nouveau numéro double d'*Afrique contemporaine* entend dresser le panorama des évolutions en cours en Côte d'Ivoire, à moins de deux ans des élections présidentielles. Sommes-nous sur le chemin de l'émergence ou du simple rattrapage économique ? Sommes-nous sur le chemin de la réconciliation ou sur celui de la fragmentation politique après la décennie perdue du début des années 2000 et la crise post-électorale de 2011 ? La jeunesse a-t-elle réellement un avenir dans ce pays où la classe politique fait peu de place aux nouveaux arrivants ? Ce foisonnement de réflexions et d'analyses ne cherche pas à imposer un point de vue, une vision de la Côte d'Ivoire, de son histoire comme de son devenir, mais essaie plutôt de tracer le champ des possibles, faits de temps courts et de temps longs, qui se confrontent ou s'unissent, pour construire ce que la coordonnatrice de ce numéro exceptionnel, Marie Miran-Guyon, appelle joliment « la symphonie des temporalités ».

Pour plus d'informations sur ce numéro, [cliquez ICI](#)

ACTUALITÉS

26 octobre 2018 : Lancement de la troisième phase du programme PCP-AFOP (Programme de Consolidation et de Pérennisation de l'Appui à la Formation Professionnelle (PCP-AFOP) à Yaoundé au Cameroun.

À L'AGENDA

20 et 21 Novembre 2018 : Séminaire international organisé par le Réseau FAR à Abidjan en Côte d'Ivoire - « Rôle et place de la SNFAR dans la rénovation des dispositifs de formation agricole et rural » - [Programme et note conceptuelle ICI](#)

22 novembre 2018 : Assemblée Générale du réseau international FAR à Abidjan en Côte d'Ivoire

13 décembre 2018 : Colloque international de la Fondation FARM à l'OCDE - « Contractualiser pour transformer : enjeux pour les agricultures africaines » - [Informations et inscriptions ICI](#)

OFFRES D'EMPLOI ET OPPORTUNITÉS



RECRUTEMENT PRESTATAIRE

[L'Agence Française de Développement \(AFD\)](#), [l'Agence universitaire de la Francophonie \(AUF\)](#) et [l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture \(UNESCO\)](#) lancent un appel pour le recrutement d'un / de prestataire(s) chargé(s) de la réalisation d'une étude sur les principaux enseignements opérationnels retirés des évaluations externes des projets de formation des enseignants (primaire et secondaire) utilisant les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE) en Afrique subsaharienne ainsi qu'une revue de la littérature scientifique sur ce sujet.

↓ [Informations et appel d'offre disponible ICI](#)